

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f 31.000f.	-	-	La ligne 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc Algérie, Tunisie	-	20.000f 40.000f	40.000f	Chaque annonce répétée Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays Prix du numéro Année courante 600 f Par la poste Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé 900 f	-	23.000f 46.000f	46.000f 700f.	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
			Par la poste	-	Compte bancaire BICIS n° 9520790630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2009

- 3 décembre Décret n° 2009-1381 portant réaménagement du Gouvernement et nommant un nouveau Ministre 386

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2009

- 20 novembre Décret n° 2009-1298 modifiant et remplaçant les dispositions du décret n° 2009-218 du 23 mars 2009, modifiant les dispositions du décret 2005-1116 du 21 novembre 2005, modifiant les dispositions du décret n° 2004-712 du 14 juin 2004, désignant et déclarant cessibles les immeubles immatriculés nécessaires à la réalisation du projet de l'Autoroute à Péage Dakar-Thiès, sur le tronçon « Malick Sy - Pikine » et prononçant le retrait des droits réels inscrits sur les titres fonciers appartenant à l'Etat, situés sur ledit tronçon, déclarant cessibles les immeubles immatriculés nécessaires à la réalisation dudit projet, situés sur le tronçon Pikine-Diamniadio, prononçant le retrait des droits réels immobiliers situés sur le même tronçon 387

MINISTERE DE LA JUSTICE

2009

- 2 décembre ... Décret n° 2009-1379 complétant le décret n° 91-490 du 8 mai 1991 modifié et fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs 392

MINISTERE DES FORCES ARMEES

2009

- 9 décembre ... Arrêté ministériel n° 11356 MFA-DIR.CEL portant ouverture du concours direct d'entrée à l'Ecole des Officiers de la Gendarmerie nationale pour l'année 2009 393
- 9 décembre ... Arrêté ministériel n° 11358 MFA-DIR.CEL portant ouverture du concours d'entrée à l'Ecole de formation de la Gendarmerie nationale en qualité d'élèves-gendarmes (41^{me} promotion - session 2009) 397
- 9 décembre ... Arrêté ministériel n° 11359 MFA-DIR.CEL portant ouverture du concours d'entrée à l'Ecole de formation de la Gendarmerie nationale en qualité d'élèves-gendarmes féminins (session 2009) 398
- 15 décembre ... Arrêté ministériel n° 11656 MFA-DIR.CEL portant ouverture du concours pour l'accession à l'emploi d'Assistant du service de Santé des Armées, session 2009 400

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE, DES BASSINS DE RETENTION ET DES LACS ARTIFICIELS

2009

- 18 novembre ... Arrêté ministériel n° 10647 MEPN/RLA-DEEC-ann portant certificat de conformité aux dispositions du Code de l'Environnement relatives aux Etudes d'Impact sur l'Environnement du projet de construction et d'exploitation d'un Hôtel sur la Corniche Ouest de Dakar « Hôtel Résidence Corniche S.A. » 400

**MINISTERE DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HYDRAULIQUE**

2010
7 janvier Arrêté ministériel n° 74 portant autorisation de
lotir le terrain objet du titre foncier n° 5.470-
DG, devenu 13.327-GRD sis au Sud Est du
Terme Nord et appartenant à la Coopérative
dénommée « SONATEL » 402

PARTIE NON OFFICIELLE

Annexes 403

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

**DECRET n° 2009-1381 du 3 décembre 2009
portant réaménagement du Gouvernement
et nommant un nouveau Ministre.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 49 et 53 ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination
du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-1129 du 14 octobre 2009 mettant fin aux
fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant
la composition du Gouvernement ;

Sur proposition du Premier Ministre ;

DECRETE :

Article premier. - Les attributions des Ministres
suivants sont modifiées ainsi qu'il suit :

1. M^{me} Thérèse Coumba Diop, précédemment
Ministre de la Santé et de la Prévention devient Ministre
des Biocarburants et de la Pisciculture ;

2. M^{me} Fatou Gaye Sarr, précédemment Ministre de
l'Agriculture, de la Pisciculture et des Biocarburants
devient, Ministre de l'Agriculture ;

3. M. Modou Bousso Leye, précédemment Ministre
de la Culture et de la Francophonie devient Ministre
de la Culture.

Art. 2. - M. Modou Diagne Fada est nommé Ministre
de la Santé et de la Prévention.

Art. 3. - La composition du Gouvernement s'établit
comme suit :

1. Maître Madické Niang, Ministre d'Etat, Ministre
des Affaires étrangères ;

2. M. Bécaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de
l'Intérieur ;

3. M. Abdoulaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de
l'Economie et des Finances ;

4. Professeur Moustapha Sourang, Ministre d'Etat,
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

5. M. Abdoulaye Baldé, Ministre d'Etat, Ministre
des Forces Armées ;

6. M. Djibo Leyti Kâ, Ministre d'Etat, Ministre de
l'Environnement, de la Protection de la nature, des
bassins de rétention et des lacs artificiels ;

7. M. Karim Wade, Ministre d'Etat, Ministre de la
Coopération Internationale, de l'Aménagement du
Territoire, des Transports aériens et des Infrastructures ;

8. M. Oumar Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de
l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de
l'Hydraulique ;

9. M. Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre des
Mines, de l'Industrie, de la Transformation alimentaire
des Produits agricoles et des PME.

10. M. Diakaria Diaw, Ministre d'Etat, Ministre de
la Fonction publique, du Travail, de l'Emploi et des
Organisations professionnelles ;

11. M^{me} Ndèye Khady Diop, Ministre d'Etat, Mi-
nistre de la Famille, de la Sécurité alimentaire, de
l'Entreprenariat féminin, de la Micro Finance et de la
Petite Enfance ;

12. M. Abdourahim Agne, Ministre des Télécom-
munications, des TICS, des Transports terrestres et des
Transports ferroviaires ;

13. Professeur Amadou Tidiane Bâ, Ministre de
l'Enseignement Supérieur, des Universités, des Centres
Universitaires Régionaux (CUR) et de la Recherche
Scientifique.

14. M. Kalidou Diallo, Ministre de l'Enseignement
Précolaire, de l'Elémentaire, du Moyen Secondaire et
des Langues nationales.

15. M. Samuel Amète Sarr, Ministre de l'Energie ;

16. M. Khouraïchi Thiam, Ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et des Transports maritimes ;

17. M. Aliou Sow, Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales ;

18. M. Thierno Lô, Ministre de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur privé et le Secteur informel ;

19. M. Modou Diagne Fada, Ministre de la Santé et de la Prévention ;

20. M^{me} Thérèse Coumba Diop, Ministre des Biocarburants et de la Pisciculture ;

21. M^{me} Fatou Gaye Sarr, Ministre de l'Agriculture ;

22. M^{me} Oumou Khaïry Guèye Seck, Ministre de l'Elevage ;

23. M. Serigne Modou Bousso Lèye, Ministre de la Culture ;

24. M. Moussa Sakho, Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle ;

25. M. Mamadou Lamine Keïta, Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ;

26. M. Faustin Diatta, Ministre des Affaires sociales et des Relations avec les Institutions ;

27. M. Sada Ndiaye, Ministre des Sénégalais de l'Extérieur ;

28. M. Adama Sall, Ministre de l'Assainissement et de l'Hygiène publique ;

29. M. Moustapha Guirassy, Ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement ;

30. M. Amadou Niang, Ministre du Commerce.

Ministres Délégués :

1. M. Abdoulaye Diop, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget ;

2. M. Khadim Guèye, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, chargé des Organisations paysannes et de la Syndicalisation des Agriculteurs.

Art. 4. - Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 03 décembre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DECRET n° 2009-1298 en date du 20 novembre 2009 modifiant et remplaçant les dispositions du décret n° 2009-218 du 23 mars 2009, modifiant les dispositions du décret n° 2005-1116 du 21 novembre 2005, modifiant les dispositions du décret n° 2004-712 du 14 juin 2004, désignant et déclarant cessibles les immeubles immatriculés nécessaires à la réalisation du projet de l'Auto-route à Péage Dakar - Thiès, sur le tronçon " Malick Sy - Pikine " et prononçant le retrait des droits réels inscrits sur les titres fonciers appartenant à l'Etat, situés sur ledit tronçon, déclarant cessibles les immeubles immatriculés nécessaires à la réalisation dudit projet, situés sur le tronçon Pikine-Diamniadio, prononçant le retrait des droits réels immobiliers situés sur le même tronçon.

Article premier. - Sont modifiées et remplacées, ainsi qu'il suit, les dispositions des articles 1 et 2 du Décret 2009-218 du 23 mars 2009 :

Les immeubles immatriculés, retracés dans le tableau ci-après, sont déclarés cessibles et nécessaires à la réalisation du projet de l'Autoroute à Péage sur le Tronçon Patte d'Oie-Pikine.

N° d'ordre	N° titre foncier	Propriétaires	Superficie
01	1580/DG	SCAI URBAM	15318 m ²
02	5791/DG	SCI BOURGI	3703 m ²
03	6179/DG	Ibrahima Sarr, Moussa Ndir Mouhamadou Moustapha Ndir, Oumar Ndir, Marième Ndir, Fama Ndir, Maty Ndir et Rokhaya Ndir	543 m ²
04	7295/DG	Hermine Charlotte Heidegger	6347 m ²
05	8981/DG	Mouhamed Sekka	2022 m ²
06	10174/DG devenu TF 13220/GRD	Société Unipersonnelle Lat Dior	300 m ²
07	11656/DG	Ndongo Benoît Ndiaye	367 m ²
08	11657/DG	Awa Faye	506 m ²
09	11 658/DG	Awa Faye	514 m ²
10	12197/DG	Bocar Elimane Ly	543 m ²
11	12734/DG	Mamadou Makhtar Ndiaye	500 m ²
12	12736/DG	Marcel Tran Tao	506 m ²
13	12751/DG	Abdoulaye Mbengue et consorts	5.590 m ²
14	12762/DG	Rougui Barro	640 m ²

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
15	13045/DG	Babacar Kayré	550 m²
16	13050/DG	Mariama Haydara	563 m²
17	13051/DG	Issa Mbaye - Fatou Mboup	500 m²
18	13052/DG	Chérif Aboubakrine Mohamed	1012 m²
19	13053/DG	Amay Ndiaye	800 m²
20	13057/DG	Ramatoulaye Fall	27 m²
21	13370/DG	Matar Thiam	515 m²
22	13073/DG	Baïla Sow	497 m²
23	13074/DG	Biram Guisse	513 m²
24	13076/DG	Ousmane Kaba Diakité	550 m²
25	13195/DG	Chérif Aboubakrine Mohamed	943 m²
26	13196/DG	Mame Boyo Diop	794 m²
27	13197/DG	E. H. Abdourahmane Kamara	550 m²
28	13198/DG	Victor Djilme Bob	566 m²
29	13199/DG	Chérif Aboubakrine Mohamed	816 m²
30	13200/DG	Chérif Aboubakrine Mohamed	819 m²
31	13201/DG	Mamadou Konaté Marie Laure Konaté	516 m²
32	13203/DG	E. H. Ibra Thiam	541 m²
33	13372/DG	Latir Dione	499 m²
34	13375/DG	Mme Aïssatou Diop	1093 m²
35	13377/DG	Maria Britto Daceuz	11 m²
36	13438/DG	Thiaba Fall et Consorts	130 m²
37	13465/DG	Fatou Bèye	550 m²
38	13655/DG	Biram Diouf	178 m²
39	13784/DG devenu 8406/GRD	Amadou Kamara	633 m²
40	13787/DG	Mamadou Coly	706 m²
41	13827/DG	Nicolas Bouguignon	550 m²
42	13828/DG	Maymouna Ndao	1050 m²
43	13837/DG	Bassirou Tall	838 m²
44	13838/DG	Société civile Immobilière et TP	520 m²
45	13869/DG	Abdoulaye Sow	240 m²
46	13873/DG	Auriza Natalia Silva	1919 m²
47	13894/DG	Société civile Immobilière et TP	10647 m²
48	13895/DG	Société civile Immobilière et TP	463 m²
49	14037/DG devenu 10295/DG	Brama Keinde	774 m²
50	14040/DG	Louis Mendy	6 m²

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
51	14042/DG	Société civile Immobilière et TP	550 m²
52	14043/DG	Abdoulaye Mbarick Lo	550 m²
53	14044/DG	Abdoulaye Mbarick Lo	550 m²
54	14045/DG devenu 10303/GRD	Jean Guèye Marie	660 m²
55	14078/DG	Société civile immo. FRA PUB	518 m²
56	14084/DG devenu 10317/GRD	Fatoumata Mint. Al Mouh. Al	1074 m²
57	4126/DG devenu 10359/GRD	Mahmadou Kah	500 m²
58	14127/GD	Danile Dias	500 m²
59	14424/DG devenu 11281/GRD	Idrissa Pouye	215 m²
60	14425/DG devenu 11282/GRD	Fodie Sakho	550 m²
61	14426/DG devenu 11283/GRD	Thierno Touré	494 m²
62	14428/DG devenu 11015/GRD	Ousmane Thiam	502 m²
63	14560/DG devenu 11320/GRD	Yaya Tamba	556 m²
64	14712/DG devenu 1376/GRD	Abdelhamid Lavrini	694 m²
65	14713/DG devenu 12438/GRD	Bassirou Tall	500 m²
66	14697/DG	Kéba Mbaye	598 m²
67	14714/DG	Oumarou Baldé	632 m²
68	14736/DG devenu 12447/GRD	Ousmane Simakha	506m²
69	14790/DG devenu 12438/GRD	El Hadji Ousmane Diène	506 m²
70	14791/DG devenu 12029/GRD	Marie Thérèse Niang	561m²
71	14895/DG devenu 12078/GRD	Amadou Babaly Camara	590 m²
72	14698/DG devenu 12425/GRD	Abdoulaye Mbarick Lô	278 m²

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
73	14693/DG devenir 12240/GRD	Oumarou Sall	500 m²
74	14694/DG	Cogna Guèye	589 m²
75	14695/DG	Ibra Faye	584 m²
76	16680/DG	Matar Ndiaye	832 m²
77	16483/DG	Marie Augustine Diatta	500 m²
78	25934/DG	Abdoulaye Ndiaye	316 m²

MORCELLEMENT DU TITRE FONCIER 4114/DG

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
1	25	Cogna Guèye	550 m²
2	26	Cogna Guèye	550 m²
3	49	Cogna Guèye	93 m²
4	38	Cogna Guèye	550 m²
5	59	Cogna Guèye	550 m²
6	60	Cogna Guèye	550 m²
7	61	Cogna Guèye	590 m²
8	67	Cogna Guèye	550 m²
9	77	Cogna Guèye	30 m²
10	145 et 146	Cogna Guèye	1.000 m²
11	151	Cogna Guèye	46 m²

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
1	4592/DP	Baba Mbodj	1235 m²
2	10610/DP	Lamine Ndiouck	150 m²
3	10612/DP	Pathé Sow	150 m²
4	10617/DP	Salamba Ndiaye	150 m²
5	10618/DP	Ndèye Soukeyna Kâne	150 m²
6	10619/DP	Assane Ndiaye	150 m²
7	10623/DP	Oumar Siby	150 m²
8	10629/DP	Ahmadou Sy	150 m²
9	10630/DP	Tafsir Mouhamadou Thiam	150 m²
10	10635/DP	Babacar Thioune	300 m²
11	10636/DP	Coura Abdoulaye Agne	150 m²
12	12182/DP	Ibrahima Ndiaye	300 m²
13	12551/DP	El Hadji Mamoune Ndiaye	150 m²
14	12552/DP	Insa Sonko	150 m²
15	12559/DP	Madické Sakho et Fatou Ndiaye	150 m²
16	12560/DP	Ngagne Ndiaye	152 m²

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
17	12566/DP	Ladji Dramé	150 m²
18	12567/DP	Birima Mbaye	168 m²
19	12568/DP	Mamadou Siby Diallo	150 m²
20	12598/DP	Diouma Abdoulaye Soul Faye	150 m²
21	9971/DP	Aliou Khoulé	299 m²
22	9970/DP	Aliou Khoulé	195 m²
23	10658/DP	Fatou Ndiaye	200 m²
24	10666/DP	Aliou Taban Ndiaye	200 m²
25	10669/DP	Soulèye Diallo	199 m²
26	9739/DP	Demba Mbaye et Astou Ngoin	86 m²
27	08/DP	Mamadou Diagne	2.522 m²
28	22/DP	La Rochette	439 m²
29	38/DP	Malick Diallo, El Hadji Demba Diallo et El Hadji Ibrahima Diallo	505 m²
30	19/DP	El Hadji Babacar Kéne dit Ndiouga	5.498 m²
31	56/DP	Total Sénégal	2.109 m²
32	81/DP	Nouvelle Minoterie Africaine	969 m²
33	99/DP	Société Forestière du Maire	20 m²
34	306/DP	Mamadou Ibrahima	17.422 m²
35	141/DP	SICAP SA	1.3607 m²
36	307/DP	Baba Niang et Sokhna Niang	7.400 m²
37	509/DP	Ngagne Guèye	35.694 m²
38	361/DP	Philippe Hercier	5.282 m²
39	245/DP	Usine Icof	2.285 m²
40	251/DP	AXA Assurances	12.768 m²
41	6133/DP	Coopérative la Rochette	6.467 m²
42	384/DP	Aby Diène et consorts	2.953 m²
43	1.855/DP	Denise Lima	3.455 m²
44	1.856/DP	Héritiers Lucien Joseph Vervan (ou Vanwer)	2.710 m²
45	1.857/DP	Abdel Kader Ndiaye	7773 m²
46	3815/DP	Imad Chouert	5.657 m²
47	6127/DP	Abdou Niane	169 m²
48	7355/DP	Mor Yally	1.055 m²
49	11192/DP	Pallène Import-Export	3.515 m²
50	542/DP	Danielle Bouchard	4.274 m²
51	103/DP	Adja Awa Ndiaye	6.929 m²
52	255/DP	S F I KAMB	12.433 m²

MORCELLEMENT DU TITRE FONCIER 4592/DP

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
1	B	Cheikh Diop	160 m²
2	C	Diouma Gadiaga	160 m²
3	D	Abdel Kader Thiam	165 m²
4	F	Talla Fall	170 m²
5	G	Aïssatou Ndiaye	198 m²
6	H.I.J	Société océanus	534 m²
7	K	Saër Diallo	182 m²
8	L	Ibra Fall Mboup	150 m²
9	M	Mouhamadou A. Faye	150 m²
10	N	Cheikh Kébé	170 m²
11	O	Ibra Fall Mboup	178 m²
12	P	Ibra Fall Mboup	155 m²
13	Q	El Hadji Thioune	157 m²
14	R	Aly Sankharā	163 m²
15	1	Chaker Lahoud	204 m²
16	2	Ndiaga Guèye	160 m²
17	3	Chaker Lahoud	161 m²
18	4	Chaker Lahoud	159 m²
19	5	Ousmane Bá	190 m²
20	6	Moussa Abdou Thiam	190 m²
21	7	Clément Faye	163 m²
22	13	Cheikh Tidiane Sy	150 m²
23	17	Abdou Demba Gaye	150 m²
24	19	Tidiane Diagne	150 m²
25	20	Samba Abdoul Diallo	150 m²
26	21	Moussa Sow	150 m²
27	23	Awa Diouf	155 m²
28	25	Mouhamadou Moustapha Souaré	150 m²
29	26	Fatou Dame Seck	150 m²
30	27	Binta Ndiaye et Saloum Fall	150 m²
31	30	Héritiers feu Abdoulaye Ndoye	157 m²
32	31	Ousmane Fall et Hanna Fall	150 m²
33	32	Fatimatou Sow, Aby Sow, Aïssatou Mamadou Bá et Adama Bá	150 m²
34	33	Modou Thioune	171 m²
35	34	Abdou Mbengue	158 m²
36	35	Yaya Diallo	174 m²
37	35 bis	Adama Sarr	14 m²
38	36	Oumar Ndiaye	174 m²
39	37	Mandiaye Guèye	190 m²
40	42	Bigué Ndao	177 m²

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
41	43	Ramatoulaye Bâ	177 m²
42	45	Fatoumata Kanté	175 m²
43	47	Fatoumata Kanté	198 m²
44	48	Marième Dieng	150 m²
45	49	El Hadji Seck	160 m²
46	50	Amack Ly	150 m²
47	53	Demba Sidibé	150 m²
48	54 et 55	Fatou Binetou Sow Gadiaga	300 m²
49	Solde TF	Baba Mbodji	1.235 m²

MORCELLEMENT DU TITRE FONCIER 126/DP

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
1	Solde TF 126/DP	El Hadji Nago Guèye et Amadou Doudou Ndiaye	1.529 m²
2	88	inconnu	8 m²
3	89	Cheikh Falilou Fall	30 m²
4	90	Cheikh Ahmadou Bamba Diop	46 m²
5	97	Arona Diop	150 m²
6	98	Ibra Niang	154 m²
7	99	Inconnu	154 m²
8	104	inconnu	39 m²
9	une partie du TF 126/DP	Shell	3.040 m²

MORCELLEMENT DU TITRE FONCIER 9913/DP

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
1	1	Mouhamadou Dème	193 m²
2	2	Abdoul Aziz Guèye	162 m²
3	3	Bassirou Lô	160 m²
4	4	Abdou Karim Dieng	160 m²
5	5	Hamadoune Boré	176 m²
6	6	Georges Dupuy	160 m²
7	7	Mor Sadio Fall	160 m²
8	8	Ousmane Niane	160 m²
9	9	Assane Diouf	161 m²
10	10	El Hadji Médoune Mbaye	54 m²
11	11	Silly Faye	31 m²
12	12	Souleymane Traoré	12 m²
13	52	Abdou Fall	170 m²
14	53	Karimou Gaye	160 m²
15	54	Sandjiry Diop	160 m²

MORCELLEMENT DU TITRE FONCIER 9913/DP (suite)

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
16	55	Diabel Ndir	160 m²
17	56	Babacar Samba	160 m²
18	57	Djibor Diao	160 m²
19	58	Emile Ngom	268 m²
20	59	Sidy Aoubacar Sy Niang	202 m²
21	60	Amadou Mbodji	160 m²
22	61	Koffi Ansah Johnson	160 m²
23	62	El Hadji Mansour Samb	160 m²
24	63	Jean Noël Diouf	160 m²
25	64	Mouhamadou El Moustapha Fall	160 m²
26	65	El Hadji Mbodj Samb	160 m²
27	66	Babacar Ndiaye	160 m²
28	67	Abdou Boury Thiam	170 m²
29	Solde TF 9913/DP	ICS	230 m²

MORCELLEMENT DU TITRE FONCIER 6153/DP

N° d'ordre	N° de lot	Propriétaires	Superficie
1	1	Dalifort Matériaux	737 m²
2	2	Société Civile Immobilière Générale Foncier	299 m²
3	3	Matar Ndiaye	299 m²
4	4	Mouhamadou Khouma Dia	195 m²
5	5	Fatimata Sow	301 m²
6	6	Binta Badiane	102 m²
7	7A	Fatou Ndiaye (Lamine Bâ)	200 m²
8	8B	Société Civile Immobilière Générale Foncier	200 m²
9	8	Alioune Taba Niang (Gaydé)	200 m²
10	9	Sylva Mendez	200 m²
11	10A	Modou Diop	200 m²
12	10B	Société Civile Immobilière Générale Fonciere	200 m²
13	11	Nogaye dite Sokhna Dieng	264 m²
14	12	Société Civile Immobilière Générale Fonciere	300 m²
15	13	Pape Niang	294 m²
16	14	Modou Gningue	291 m²
17	15	Awa Cissé Samb	287 m²
18	16	Djiby Sylla	300 m²
19	17	Ndiaga Thiam	284 m²
20	18	Société Civile Immobilière Générale Fonciere	300 m²
21	19	Demba Mbaye	99 m²
22	26	Mamadou Lamine Kane	197 m²
23	27	Société Civile Immobilière Générale Fonciere	30 m²

Art. 2. - Sont modifiées et remplacées, ainsi qu'il suit, les dispositions de l'article 3 du décret n° 200-218 du 23 mars 2009, prononçant le retrait des droits réels immobiliers situés sur le tronçon Patte d'Oie - Pikine.

N° Titre	Propriétaire	Superficie	Observations
9926/DP	Etat du Sénégal	02 ha 40 a 37 ca	Superficie intéressée 4972 m² distraction d'une parcelle de 3.000 m² au p/c de Lahou et Galal. Bail au profit de M. Abdoulaye Dieng.
499/DP	Etat du Sénégal	01 ha 50 a 00 ca	Superficie intéressée 8.479 m² bail au profit de la Société A I Cayor.
395/DP	Etat du Sénégal	02 ha 05 a 84 ca	Superficie intéressée 5.441 m² bail au profit de la Société SATTAR.
394/DP	Etat du Sénégal	02 ha 02 a 45 ca	Superficie intéressée 7.162 m², bail Samba Assane Niang.
391/DP	Etat du Sénégal	01 ha 97 a 38 ca	Superficie intéressée 4.611 m², bail Malick Cissé.
6.132/DP	Etat du Sénégal		Superficie intéressée 1.125 m², bail au profit de Mbaye Ndiaye.

Art. 3. - Sont déclarés cessibles et nécessaires à la réalisation du projet de l'Autoroute à Péage, les immeubles immatriculés, situés sur le tronçon Keur Massar - Diamniadio.

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
1	1048/R	El Hadji Ibrahima Touré	02 ha 42 a 74 ca
2	2830/R	Communauté urbaine de Dakar	02 ha 35 a 57 ca
3	1031/R	Serigne Babacar Diagne	19.577 m²
4	2190/R	Serigne Guèye	12.742 m²
5	1138/R	Coopérative d'habitat SIES-ICS-PSOA	11.587 m²
6	1240/R	Famille Malick Diagne	1.968 m²
7	1174/R	Famille Racky Fall	18.548 m²
8	1024/R	Famille Malick Diagne	19.405 m²
9	587/R	Coopérative Enseignement Supérieur	12.567 m²
10	1377/R	Ousmane Seck	3.595 m²
11	2130/R	Famille Diouf et consorts	3.783 m²
12	2610/R	SODEMED	2.013 m²
13	1558/R	SENE CARREAUX	2.259 m²
14	1558/R	SENE CARREAUX	4.019 m²
15	1558/R	SENDIS SURI	431 m²
16	1558/R	PROGECO SENEGAL SURL	847 m²

N° d'ordre	N° Titre foncier	Propriétaires	Superficie
17	1155/R	Mamadou Guèye et consorts	1967 m ²
18	1069/R	Babacar Ngom	2.231 m ²
19	1188/R	Babacar Ndiaye	9.544 m ²
20	1072/R	Séga Guèye	1.427 m ²
21	2883/R	Abdou Kitane	937 m ²
22	2913/R	Aïssatou Thioune et consorts	10.683 m ²

Art. 4 Sont prononcés le retrait des droits réels immobiliers consentis par l'Etat du Sénégal sur ses Titres fonciers, désignés au tableau ci-après, grevant l'emprise de l'Autoroute à Péage sur le tronçon Keur Massar - Diamniadio.

N° Titre	Propriétaire	Superficie	Observations
2967/R	Etat du Sénégal	6214 m ²	Bail au profit de M. Moustapha Dieng inscrit le 13 août 2009.
2745/R	Etat du Sénégal	578 m ²	Bail au profit de M. Lamine Faye inscrit le 6 octobre 2006.
2744/R	Etat du Sénégal	516 m ²	Bail au profit de M. Samba Dia.

Art. 5. Sont exclus des immeubles nécessaires à la réalisation de l'Autoroute à Péage Dakar - Thiès, les titres fonciers privés et les droits réels immobiliers dont la déclaration de cessibilité ou le retrait, prononcés dans les textes antérieurs, n'ont pas été repris dans le présent décret.

Art. 6. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 20 novembre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

MINISTERE DE LA JUSTICE

DECRET n° 2009-1379 du 2 décembre 2009
complétant le décret n° 91-490 du 8 mai 1991, modifié et fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs.

RAPPORT DE PRESENTATION

Suite à la réforme de 1992 modifiant la loi n° 84-19 du 02 février 1984 fixant l'organisation judiciaire, les greffiers en chef des hautes juridictions ont bénéficié d'une indemnité forfaitaire représentative de logement contrairement à leurs collègues des autres juridictions et services judiciaires.

Cette situation a entraîné une inégalité de traitement dans la mesure où aucune subordination hiérarchique n'existe entre les différents services du greffe.

Par ailleurs, la mise en œuvre du Programme sectoriel Justice et l'avènement de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires (OHADA) ont fait du greffier en chef un technicien de la procédure, responsable de son respect et de son authenticité tout au long de son déroulement.

Dans ce cadre et afin de favoriser la mise en œuvre du renouveau du service public de la Justice, il est devenu indispensable de mettre le greffier en chef, qui se trouve soumis à l'obligation de résidence conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 77-928 du 27 octobre 1977 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires, dans des conditions de performance lui permettant de mener à bien ses responsabilités.

Le présent projet de décret prévoit, parmi les agents de l'Etat bénéficiaires de logement par utilité de service, les greffiers en Chef exerçant des fonctions de direction ou d'encadrement au niveau des juridictions et dans l'Administration centrale du Ministère de la Justice ; dans les cas où ils n'occupent pas de logements, les greffiers en chef concernés perçoivent l'indemnité représentative de logement dont le montant est fixé par l'annexe 2 modifiée du présent décret.

Ces dispositions nouvelles entraînent par conséquent la modification des articles 4 et 6 du décret n° 91-490 du 8 mai 1991 modifié et fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs ainsi que l'annexe n° 2 fixant le taux d'indemnité représentative de logement.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 84-19 du 2 février 1984 fixant l'organisation judiciaire, modifiée ;

Vu le décret n° 80-1164 du 2 décembre 1980 allouant une indemnité forfaitaire représentative de logement aux membres du Gouvernement et assimilés, à certains fonctionnaires et agents de l'Etat, complété par le décret n° 83-2002 du 9 mars 1983 ;

Vu le décret n° 91-490 du 8 mai 1991 fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs, modifié ;

Vu le décret n° 94-306 du 23 mars 1994 fixant les conditions d'attribution et d'occupation de logements administratifs ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-1129 du 14 octobre 2009 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2009-1150 du 20 octobre 2009 modifiant le décret n° 2009-459 du 07 mai 2009 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Sur le rapport conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et du Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

DÉCRETE :

Article premier. - Les dispositions du décret n° 91-490 du 8 mai 1991 fixant les conditions d'attribution et d'occupation des logements administratifs sont modifiées ainsi qu'il suit :

Il est inséré deux nouveaux alinéas à l'article 4 :

« e) - les greffiers en chef, Chefs de greffe, au Conseil Constitutionnel, à la Cour suprême, aux Cours d'Appel, au Tribunal régional hors Classe de Dakar, aux autres Tribunaux régionaux, au Tribunal du Travail hors classe de Dakar, au Tribunal départemental hors classe de Dakar, aux autres tribunaux départementaux et aux greffiers en chef, chefs de division, dans l'Administration centrale du Ministère de la Justice. ».

« f) - les greffiers en chef, Chefs de greffe, au Conseil Constitutionnel, à la Cour suprême, aux Cours d'Appel, au Tribunal régional hors Classe de Dakar, aux autres Tribunaux régionaux, au Tribunal du Travail hors classe de Dakar, au Tribunal départemental hors classe de Dakar, aux autres tribunaux départementaux ».

Il est ajouté un nouvel alinéa à l'article 6 :

« Dans les cas où il n'est pourvu à leurs logements, les greffes en chef visés aux deux nouveaux alinéas de l'article 4, bénéficient d'une indemnité forfaitaire représentative de logement fixée par l'annexe 2 du décret susvisé ».

Art. 2. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 02 décembre 2009.

Abdoulaye WADE..

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

ANNEXE N° 2 FIXANT LES TAUX D'INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT

Il est inséré à l'annexe n° 2 de la Catégorie C : 100.000 Francs

- Greffier en chef au Conseil Constitutionnel, à la Cour suprême, à une Cour d'Appel ou exerçant dans l'Administration centrale du Ministère de la Justice.

Il est inséré à l'annexe n° 2 une Catégorie D : 90.000 Francs

- Greffier en chef au Tribunal régional hors Classe de Dakar ou au Tribunal du Travail hors classe de Dakar.

Il est inséré à l'annexe n° 2 une Catégorie E : 85.000 Francs

- Greffier en Chef d'un Tribunal régional, du Tribunal départemental hors classe de Dakar.

Il est inséré à l'annexe n° 2 une Catégorie F : 80.000 Francs

- Greffier en Chef des autres tribunaux départementaux.

MINISTERE DES FORCES ARMEES

ARRETE MINISTERIEL n° 11356 MFA-DIR.CEL en date du 9 décembre 2009 portant ouverture du Concours direct d'entrée à l'Ecole des Officiers de la Gendarmerie nationale pour l'année 2009.

Article premier. - Le recrutement des Elèves-Officiers devant constituer la troisième promotion du cours de formation de l'Ecole des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN), s'effectuera par voie de concours dans le courant du mois d'octobre 2009 selon un calendrier fixé par le Haut Commandant de la Gendarmerie dès parution de l'arrêté fixant la liste des candidats autorisés à concourir.

Le nombre de places mises en compétition est fixé à trente (30) dont vingt sept (27) sur concours direct et trois (03) sur titre. L'attribution des places se fera par ordre de mérite.

Art. 2. - Le concours est ouvert aux sénégalais des deux sexes :

1. Sur concours direct :

aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- être de nationalité sénégalaise ;
- titulaire d'une licence (ou équivalent) ;

- âgé de 20 à 24 ans au 1er janvier de l'année du concours et de 25 ans pour les candidats titulaires d'une maîtrise (ou équivalent) ;

- satisfaire aux conditions générales de recrutement dans les forces armées ;

- être célibataire sans enfant ;

- être reconnu apte physiquement par un médecin militaire.

Le concours comporte deux options : sciences et lettres.

2. sur titre :

Aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- être de nationalité sénégalaise

- titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme de troisième cycle dans une matière scientifique ou technique ;

- âgé au plus de 30 ans le 1er janvier de l'année du concours ;

- satisfaire aux conditions générales de recrutement dans les forces armées ;

- être célibataire sans enfant ;

- être reconnu apte physiquement par un médecin militaire.

Art. 3. - Les dossiers de candidature comprennent :

1. - concours direct :

- une (01) demande manuscrite sur papier libre adressée au Ministre des Forces Armées, précisant l'option et la langue vivante choisie ;

- copie certifiée conforme du certificat de nationalité sénégalaise ;

- copie carte nationale d'identité ;

- deux extraits de naissance datant de moins de trois (03) mois ;

- certificat de casier judiciaire n° 3 datant de moins de trois (03) mois ;

- certificat de Résidence ;

- un (01) certificat de visite datant de moins de trois mois délivré par un médecin militaire et comportant le SYGYCOP minimum requis ;

- copie certifiée conforme du baccalauréat, de licence ou de la maîtrise et de tout autre diplôme universitaire ;

- deux photos d'identité ;

- une enveloppe timbrée petit format portant l'adresse exacte du candidat et son numéro de téléphone.

2 - Titre :

- une (01) demande manuscrite sur papier libre adressée au Ministre des Forces Armées, précisant sa spécialité ;

- copie certifiée conforme au certificat de nationalité sénégalaise ;

- copie carte nationale d'identité ;

- deux extraits de naissance datant de moins de trois (03) mois ;

- certificat de casier judiciaire n° 3 datant de moins de trois (03) mois ;

- certificat de Résidence ;

- un (01) certificat de visite médicale datant de moins de trois mois délivré par un médecin militaire et comportant le SYGYCOP minimum requis ;

- copie certifiée conforme du diplôme d'ingénieur ou du 3ème cycle dans une matière technique ou scientifique ;

- deux photos d'identités récentes ;

- une enveloppe timbrée petit format portant l'adresse exacte du candidat et son numéro de téléphone.

Art. 4. - Les dossiers complets et conformes seront déposés avant le 30 août 2009 à l'Etat major de la Gendarmerie nationale, Division Instruction Formation (41, Rue Emile Zola X Joseph Gomis - BP. 4011 - Dakar Sénégal).

Ces dossiers sont examinés en vue de leur validation par une commission désignée par le Haut Commandant de la Gendarmerie.

La liste des candidats admis à concourir est fixée par arrêté du Ministre des Forces armées.

Art. 5. - Le concours comporte :

1. concours direct :

Trois épreuves communes aux candidats

- culture générale ;

- culture juridique ;

- connaissances générales en sécurité

deux épreuves spécifiques ou différenciées

- spécialité selon option du candidat (math, lettres, droit ...)

- langues' anglais, espagnol, allemand, italien ou arabe)

une épreuve d'admission comprenant :

- un entretien avec un jury
- des épreuves pratiques d'aptitude physique.

Art. 6. - Le jury du concours comprend notamment les examinateurs et les correcteurs. Sa composition est fixée par arrêté ministériel. Ses membres sont choisis parmi les professeurs de l'enseignement supérieur ainsi que parmi les Officiers d'Active de la Gendarmerie.

Art. 7. - Le Ministre des Forces Armées proclame l'admission des candidats sur le vu du procès-verbal établi par le jury et sous réserve des résultats positifs de l'enquête de moralité. Il arrête une seconde liste des candidats susceptibles d'être retenus en cas de désistement, par ordre de mérite et par option.

L'admission ne devient définitive qu'après la visite d'incorporation passée par tous les candidats avant le début du stage.

Art. 8. - Les places rendues disponibles par suite de démission ou d'inaptitude physique lors de l'incorporation sont attribuées aux candidats de la liste d'attente prévue à l'article 7, dans l'ordre du classement et par option.

Art. 9. - En cours de formation, tout candidat dont le dossier après une deuxième vérification par les services compétents de l'Ecole, comportera des irrégularités sera immédiatement exclu du stage.

Art. 10. - Le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale et Directeur de la Justice militaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié avec son annexe au *Journal officiel*.

Annexe à l'A.M. N° MFA DIR.CEL du

ANNEXE I

1. - CONCOURS DIRECT.

1.1 - Liste des Epreuves et leurs Coefficients

Trois épreuves communes aux candidats

- Culture générale
- Culture juridique
- Connaissances générales en sécurité

Deux épreuves spécifiques ou différenciées

- Spécialité selon option du candidat
- Langues (anglais, espagnol, allemand, italien ou arabe)

Une épreuve d'admission comprenant

- un entretien avec un jury
- des épreuves pratiques d'aptitude physique.

PARTIE ECRITE : Coefficient : 90

EPREUVE	COEFFICIENT
- Epreuves communes	40
- Culture générale	15
- Culture juridique	15
- Connaissances générales en sécurité	10
- Epreuves spécifiques ou différenciées	25
Option sciences	
Epreuve dans sa spécialité	15
Langue	10
Option lettres	25
Epreuve dans sa spécialité	15
Spécialité scientifique et technique	10

PARTIE ORALE ET PRATIQUE : Coefficient : 35

EPREUVE	COEFFICIENT
Entretien avec le jury	
Sujet d'actualité ou d'intérêt particulier	10
Aptitude physique	
Course de 100 mètres	05
Course de 1000 mètres	05
Grimper à la corde	05
Saut en longueur et en hauteur	05
Lancer de poids (05 kilogrammes)	05

1. 2. - Nature des Epreuves écrites :

1 - 21. - Epreuves communes aux candidats :

1 - 211. - Culture générale :

Cette épreuve, d'une durée de quatre (04) heures consiste, en une composition portant sur un sujet d'intérêt général faisant appel, à propos d'une question simple, à la culture, au jugement et à l'aptitude du candidat à s'exprimer avec ordre et clarté ; la connaissance de l'orthographe, les qualités d'expression, la clarté et l'élégance seront prises en considération pour la cotation de cette épreuve.

1 - 212. - Culture juridique :

Cette épreuve d'une durée de quatre (04) heures consiste en une composition portant sur un sujet de droit faisant appel, à propos d'une question simple, à la culture du candidat sur ces connaissances juridiques.

1 - 213. - Connaissances générales en sécurité :

Cette épreuve d'une durée de trois (03) heures, consiste en un questionnaire à choix multiples ou un sujet de réflexion pour apprécier le niveau de connaissance des candidats dans le domaine de la sécurité en général.

I.22 - Epreuves spécifiques ou différenciées :

I-221 Options Sciences :

I-2211 - Spécialité :

D'une durée de quatre (04) heures, l'épreuve comprend selon la spécialité des exercices, problèmes ou sujets de réflexion.

I-2212 - Langues :

D'une durée de deux (02) heures, l'épreuve comporte un thème et une version

I-222 Options Lettres :

I-2221 - Spécialité :

D'une durée de quatre (04) heures, l'épreuve comporte selon la spécialité des sujets de réflexion commentaire, thème et version.

I-2222 - Langue vivante :

D'une durée de deux (02) heures, l'épreuve comporte un thème et une version

I-3 Nature de l'Epreuve d'entretien avec le Jury :

Les candidats tirent au sort un sujet d'actualité ou d'intérêt particulier parmi un nombre de questions supérieur à celui des candidats à interroger à chaque séance. Les candidats disposent d'un temps de préparation de trente (30) minutes

La note à attribuer par le jury de l'épreuve orale d'entretien (trois officiers choisis par le Haut commandant de la Gendarmerie) tiendra compte :

- du comportement de l'intéressé (présentation, clarté, précision et logique de l'exposé et des réponses aux questions posées ainsi que des qualités particulières manifestées au cours de l'épreuve).

- du potentiel du candidat, avec l'examen de son dossier.

I.4 Nature des Epreuves physiques :

I.41 - Présentation des épreuves :

I.411- Course de 100 m : l'épreuve de 100 mètres s'effectue au stade en tenue de sport.

I.412 - Course de 1000 m : l'épreuve de 1000 mètres s'effectue au stade en tenue de sport.

I.413 - Grimper à la corde : l'épreuve consiste à grimper cinq (05) mètres de corde à l'aide des seuls bras ou dix (10) mètres avec bras et jambes.

I.414 - Saut en hauteur : l'épreuve de saut en hauteur s'effectue au stade en tenue de sport.

I.415 - Saut en longueur : l'épreuve de saut en longueur s'effectue au stade en tenue de sport.

I.416 - Lancer de poids : l'épreuve de lancer de poids s'effectue au stade en tenue de sport.

IV-2 Cotation des Epreuves physiques :

NOTE	100 M	1.000 M	GRIMPER		HAUTEUR	LANCER DE POIDS	LONGUEUR
			5 m bras	10 m B+J			
20	11"5	3 mn	6,5 s		1 m 64	12 m	6 m
19	11"6	3 mn 05	7 s	même	1 m 61	11,75 m	5,85 m
18	11"7	3 mn 08	7,5 s		1 m 58	11,65 m	5,70 m
17	11"8	3 mn 12	8 s	barème	1 m 55	11,55 m	5,50 m
16	11"9	3 mn 15	8,5 s		1 m 52	11,40 m	5,45 m
15	12"0	3 mn 19	9 s	X2	1 m 49	10,60 m	5,35 m
14	12"1	3 mn 22	9,5 s		1 m 46	10,40 m	5,25 m
13	12"3	3 mn 25	10 s	un pied	1 m 43	10,20 m	5,15 m
12	12"4	3 mn 28	10,5 s		1 m 40	10,00 m	5,00 m
11	12"5	3 mn 31	11 s	à terre	1 m 37	09,90 m	4,85 m
10	12"8	3 mn 35	11,5 s		1 m 34	09,70 m	4,70 m
9	13"0	3 mn 40	12 s	pour 3 s	1 m 31	09,60 m	4,55 m
8	13"1	3 mn 45	13 s		1 m 28	09,40 m	4,45 m
7	13"2	3 mn 50	14 s	maximum	1 m 25	09,15 m	4,35 m
6	13"4	4 mn	15 s		1 m 22	08,90 m	4,25 m
5	13"6	4 mn 10	16 s	entre les	1 m 19	08,60 m	4,10 m
4	13"8	4 mn 20	4 m		1 m 16	07,85 m	4,00 m
3	14"0	4 mn 30	3 m	deux	1 m 13	07,50 m	3,90 m
2	14"2	4 mn 35	2 m		1 m 10	07,25 m	3,80 m
1	14"4	4 mn 40	1 m	cordes	1 m 07	06,80 m	3,70 m
0	+ 14"4	4 mn 41	-1 m		- 1 m 07	- 06,80 m	- 3,70 m

Tout candidat ayant une moyenne inférieure à cinq (5) à l'ensemble des épreuves, ou ayant zéro (0) à l'une d'entre elles, est éliminé.

En conséquence, il ne sera pas autorisé à se présenter aux épreuves d'instruction générale.

Par ailleurs, le nombre d'essais est limité à trois pour les sauts (longueur et hauteur) et le lancer de poids

ANNEXE II

I. - Sur titre

I.1 - Liste des épreuves et leurs coefficients

Une épreuve d'admission comprenant :

- un entretien avec le jury (IDEM concours direct)
- des épreuves pratiques d'aptitude physique (IDEM concours direct).

ARRETE MINISTERIEL n° 11358 MFA-DIR.CEL
en date du 9 décembre 2009 portant ouverture du Concours d'entrée à l'Ecole de formation de la Gendarmerie nationale en qualité d'élèves-gendarmes (41^{ème} promotion - session 2009).

Article premier. - Le recrutement des d'élèves-gendarmes devant constituer la 41^{ème} promotion de l'Ecole de formation de la Gendarmerie nationale, session 2009 s'effectuera par voie de concours et par voie de cooptation dans le courant du dernier trimestre de l'année 2008 selon un calendrier fixé par le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale.

Le nombre de places ouvertes au concours est de cinq cent vingt huit (528).

L'attribution des places se fera par ordre de mérite.

Art. 2. - Les élèves-gendarmes sont recrutés parmi les citoyens sénégalais réunissant les conditions suivantes :

- être de nationalité sénégalaise ;
- être âgé de 30 ans au plus à la date de dépôt de la candidature ;
- avoir accompli toute la durée légale du service pour les militaires libérés ou au moins dix huit mois pour ceux qui sont encore sous les drapeaux ;

- mesurer 1m70 ;

Présenter le profil médical et l'aptitude physique suivante :

S I G Y C O P

2 2 2 2 2 2 1

- satisfaire aux exigences particulières suivantes :
 - a) absence de bégaiement ;
 - b) absence de varice ;
 - c) constitution robuste et développement staturo-pondéral harmonieux ;
 - d) intégrité des anneaux inguinaux ;
 - e) absence de protéinurie orthostatique ;
 - f) coefficient de mastication minimum de 60 % ;
 - g) rachis de souplesse normal et exempt de toute anomalie de courbure tant dans le sens antéropostérieur que dans le sens latéral ;
 - h) acuité visuelle supérieure ou égale à 7/10 pour un œil sans correction et supérieure ou égale à 3/10 pour l'autre sans correction par des verres et pouvant être amenée après correction à 10/10 pour un œil et 8/10 pour l'autre ;
 - posséder au minimum le certificat d'études primaires ou une attestation justifiant d'un niveau d'instruction générale supérieur pour les candidats ayant effectué ou effectuant le service militaire ;
 - Avoir fait l'objet d'une enquête favorable de la Gendarmerie apportant la preuve de leur bonne réputation et de leur bonne conduite, tant dans la vie civile que sous les drapeaux ;
 - ne pas être titulaire d'une pension d'invalidité.
- Art. 3.** - Le dossier de candidature comprend :
- A/ - Militaires libérés**
- une (01) demande manuscrite dont le modèle est joint en annexe ;
 - un (01) extrait de naissance ou la copie d'identité certifiée conforme par le commandant de brigade ;
 - une (01) copie certifiée conforme du diplôme constatant le niveau d'instruction générale du candidat ;
 - une (01) copie certifiée conforme du certificat de bonne conduite ou d'une attestation en tenant lieu ;
 - un (01) état signalétique et des services ;
 - un (01) certificat de visite médicale attestant l'aptitude, délivré par un médecin militaire ;
 - un (01) extrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire ;
 - un relevé des notes ;
 - un relevé des punitions.

L'ensemble du dossier est transmis à la brigade du lieu de résidence du candidat.

B/ - Militaires sous les drapeaux

Le militaire sous les drapeaux (armées, sapeurs-pompiers, gendarmerie et police) désirant faire acte de candidature à la gendarmerie adresse à son chef de corps une demande accompagnée des pièces suivantes :

- un (01) extrait de naissance ou la copie d'identité certifiée conforme ;
- une (01) copie certifiée conforme du diplôme constatant le niveau d'instruction générale du candidat ;
- un (01) certificat de visite médicale attestant l'aptitude, délivré par un médecin militaire ;
- un (01) extrait de bulletin n° 3 du casier judiciaire ;
- un certificat de présence au corps ;
- un (01) état signalétique et des services ;
- un relevé des notes ;
- un relevé des punitions.

L'ensemble du dossier est transmis au commandant de légion territorialement compétent par les chefs de corps de l'intéressé.

Les dossiers complets devront parvenir à la Division Admission Mobilisation au plus tard le 1er septembre 2008.

La liste des candidats autorisés à concourir est fixée par arrêté du Ministre des Forces Armées.

Art. 4. - Le concours comporte deux phases :

Phase présélection : La phase présélection comprend :

- des épreuves physiques dont le barème est fixé en annexe ;
- une visite médicale ;
- des épreuves écrites du niveau du cours moyen deuxième année et comportant une dictée (coefficient 1) suivie de questions (coefficient 1) ;
- une rédaction (coefficient 1) ;
- une épreuve d'arithmétique (coefficient 1) et de problème (coefficient 2).

Phase sélection : Les candidats retenus à l'issue de la phase de présélection sont soumis à des tests de sélection permettant de déterminer :

- leur niveau général de connaissance (NGC) ;
- leur niveau général d'aptitude (NGA) ;
- leur niveau général global (NGG).

Art. 5. - Cooptation.

Les gendarmes-auxiliaires ayant constitué et déposé un dossier de cooptation passent les tests de présélection et éventuellement de sélection dans les mêmes conditions que les autres candidats. Les dossiers de cooptation ne seront instruits qu'à l'issue de ces tests et en fonction des besoins de l'arme en personnels qualifiés.

L'instruction des dossiers de cooptation sera faite et arrêtée par une commission conformément à l'instruction n° 4325-MFA-DIR.CEL du 20 octobre 2008.

Art. 6. - Le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE MINISTERIEL n° 11359 MFA-DIR.CEL en date du 9 décembre 2009 portant ouverture du concours d'admission à l'Ecole de Formation de la Gendarmerie nationale en qualité d'élèves-gendarmes féminins (session 2009)

Article premier. - Un recrutement par voie de concours d'élèves-gendarmes est ouvert aux jeunes filles.

Il s'effectuera courant des mois de septembre et d'octobre 2008, selon un calendrier fixé par le Haut commandant de la gendarmerie nationale.

Le nombre de postes budgétaires mis en compétition est de quarante sept (47).

L'attribution des places se fera par ordre de mérite.

Art. 2. - Les candidates doivent réunir les conditions suivantes :

- être de nationalité sénégalaise ;
- être titulaire au moins du brevet de fin d'études moyennes (B.F.E.M.) ou tout diplôme admis en équivalence ;
- Etre âgée de 18 ans au minimum et de 24 ans au maximum, à la date de dépôt de la candidature ;
- Cet âge peut être porté à 24 ans pour les titulaires d'une licence ou tout autre diplôme équivalent ;
- Etre célibataire sans enfant ;
- Mesurer au moins 1,60 mètre ;
- Présenter le profil médical et l'aptitude physique suivante :

S I G Y C O P

2 2 2 2 2 1

- satisfaire aux exigences particulières suivantes :

- a) absence de bégaiement ;
 - b) absence de varice ;
 - c) constitution robuste et développement staturo-pondéral harmonieux ;
 - d) intégrité des anneaux inguinaux ;
 - e) absence de protéinurie orthostatique ;
 - f) coefficient de mastication minimum de 60 % ;
 - g) rachis de souplesse normal et exempt de toute anomalie de courbure tant dans le sens antéropostérieur que dans le sens latéral ;
 - h) acuité visuelle supérieure ou égale à 7/10 pour un œil sans correction et supérieure ou égale à 3/10 pour l'autre sans correction par des lunettes et pouvant être amenée après correction à 10/10 pour un œil et 8/10 pour l'autre ;
 - i) Avoir fait l'objet d'une enquête favorable de la gendarmerie.
- Art. 3. - Le dossier de candidature comprend :
- une demande manuscrite ;
 - un certificat de nationalité datant de moins de trois (3) mois ;
 - un extrait d'acte de naissance datant de moins de trois (3) mois ;
 - un certificat de célibat datant de moins de trois (3) mois ;
 - une (01) copie certifiée conforme à l'original du diplôme sanctionnant le niveau d'étude générale ;
 - un (01) bulletin du casier judiciaire n° 3 datant de moins de trois (3) mois ;
 - une autorisation légalisée de la personne exerçant l'autorité parentale pour les candidates âgées de moins de 21 ans.

L'ensemble du dossier au complet est transmis par le commandant de la brigade du lieu de résidence de la candidate au commandant de légion de gendarmerie de rattachement qui le transmet par bordereau d'envoi à l'Etat-major du HAUT-COMGEND (Division admission mobilisation).

La liste des candidats autorisés à concourir est arrêtée par le ministre des Forces armées.

Art. 4. - Le concours comporte en une présélection et une sélection.

a) La présélection comprend les épreuves suivantes :

- des épreuves physiques ;
- des épreuves écrites ;
- et une visite médicale d'aptitude.

b) Les candidates retenues à l'issue de la présélection sont soumises à des tests de sélection permettant de déterminer :

- leur niveau général de connaissances (NGC) ;
- leur niveau général d'aptitude (NGA) ;
- et leur niveau général global (NGG).

Art. 5. - Les élèves-gendarmes féminins admises, contractent un engagement volontaire de deux (02) ans et effectuent leur service militaire actif au titre de la gendarmerie nationale.

Art. 6. - Incorporées à l'Ecole de Formation de la gendarmerie nationale, les élèves-gendarmes suivent une préparation militaire, générale, morale et spécifique d'une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle elles sont nommées au grade de gendarme, si elles ont subi avec succès les examens de sortie de cette école.

Toute candidate reconnue inapte à la visite médicale ou renoncitaire pour quelque motif que se soit, est remplacée par les candidates qui figurent par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Art. 7. - l'exclusion d'une élève-gendarme peut intervenir en cours de stage pour inaptitude physique, professionnelle ou mauvaise manière de servir.

L'élève-gendarme en état de grossesse est exclue du service militaire.

Cependant elle reste soumise au service de défense.

Art. 8. - Le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE MINISTERIEL n° 11656 MFA-DIR.CEL
en date du 15 décembre 2009 portant ouverture du
concours pour l'accèsion à l'emploi d'Assistant du
service de Santé des Armées, session 2009.

Article premier. - Le concours pour l'accèsion à
l'emploi d'assistant des hôpitaux militaires est ouvert
dans les disciplines suivantes :

- Imagerie médicale ;
- Anesthésie réanimation.

Art. 2. - Peuvent faire acte de candidature au con-
cours, sous réserve de l'autorisation du Ministre d'Etat,
Ministre des Forces Armées, les médecins remplissant les
conditions suivantes au 1er janvier 2009 :

- être âgé de moins de 35 ans ;
- avoir accompli trois années de services effectifs
(y compris l'année d'application) en qualité d'officier
dans les cadres ou en position hors cadres.

Art. 3. - Les dossiers de candidature devront
parvenir, par voie hiérarchique, au Ministère des Forces
Armées au plus tard le 04 décembre 2009 :

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite de participation au
concours ;
- un état signalétique et des services fournis par
le Corps d'affectation ou de rattachement ;
- un résumé des notes des deux (2) dernières
années.

Le dossier ainsi constitué, transmis par les soins du
Chef d'Etat-major général des Armées à Monsieur le
Ministre d'Etat, Ministre des Forces Armées, sera
communiqué au président du jury avant la date fixée
pour l'ouverture des épreuves d'admissibilité.

Art. 4. - Les emplois mis au concours sont fixés
au nombre de deux (02) et répartis comme suit par
discipline :

- Imagerie médicale : une (01) place
- Anesthésie réanimation : une (01) place.

Art. 5. - La composition du jury est fixée comme
suit par discipline :

- Président : un médecin militaire, Professeur
agréé ;
- Deux membres : enseignants du Centre Hospi-
talier Universitaire ;
- Deux membres militaires, Professeurs agrégés ou
spécialistes du Service de Santé des Armées.

La liste des membres, fixée par le Ministre d'Etat,
Ministre des Forces Armées, sera établie, sur propo-
sition du Chef d'Etat-major général des Armées, au
courant du mois de novembre 2009 ;

Le concours se déroulera dans la période du 28 au
31 décembre 2009.

Art. 6. - Le Directeur de la Santé des Armées assisté
du Médecin chef de l'Hôpital Principal de Dakar,
coordonne les activités de tous les jurys, fait dresser
les procès verbaux de délibération et en rend compte
au Ministre d'Etat, Ministre des Forces Armées.

Art. 7. - Le programme des concours, pour la
présente session, est fixé par les annexes au présent
arrêté, conformément au décret n° 95-980 du 03
novembre 1995 précité.

Art. 8. - Le Chef d'Etat-major général des Armées
et le Médecin-chef de l'Hôpital Principal de Dakar sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
du présent arrêté qui sera publié avec ses annexes au
Journal officiel.

ANNEXE I

I - ANESTHESIE - REANIMATION

Epreuves anonymes d'admissibilité

1^{re} épreuve : coefficient 2

Composition écrite portant sur deux sujets de
physiologie et physiopathologie

Durée : quatre (04) heures.

2^{me} épreuve : coefficient 2

Composition écrite portant sur deux sujets de
pathologie médicale et chirurgicale.

Durée : trois (03) heures.

Epreuve d'admission :

3^{me} épreuve : coefficient 2

Composition écrite de thérapeutique d'urgence sur un
thème, établi par le jury. Le candidat dispose d'une
heure pour la rédaction et lit sa composition devant le
jury. Après lecture, il la remet au Président qui la tiendra
à la disposition des autres membres du jury.

4^{me} épreuve : coefficient 3

Examen clinique d'un malade atteint d'une affection
aiguë ou chronique et pose des problèmes relevant de
la discipline. Cet examen sera suivi de la rédaction d'une
consultation comportant :

- le diagnostic détaillé ;
- le pronostic ;
- le traitement.

Sans conclusions médico-militaire.

Le candidat dispose d'une demi-heure pour l'examen clinique et d'une heure pour la rédaction de la consultation. Après lecture devant le jury, le candidat le remet composition au Président qui la tiendra à la disposition des membres du jury.

5^{ème} épreuve : coefficient 1

Titres et dossiers militaires.

ANNEXE II

II - IMAGERIE MEDICALE

Epreuves anonymes d'admissibilité

1^{ère} épreuve : coefficient 2

Composition écrite portant sur deux sujets de pathologie médicale ou chirurgicale ressortissant ou radiodiagnostic et à la thérapeutique.

Durée : quatre (04) heures.

2^{ème} épreuve : coefficient 2

Composition écrite portant sur deux sujets de pathologie médicale et chirurgicale.

Durée : trois (03) heures.

Epreuves d'admission

3^{ème} épreuve : coefficient 2

Interprétation de six (06) clichés radiographiques, suivie de la rédaction d'un protocole qui sera lu devant le jury. Les libellés sont ensuite remis au Président qui les tiendra à la disposition des autres membres du jury.

Durée : fixée par le jury.

4^{ème} épreuve : coefficient 3

Examen clinique d'un malade atteint d'une affection médicale ou chirurgicale comportant un traitement par les agents physiques. Cet examen sera suivi de la rédaction d'une consultation écrite comportant :

- le diagnostic détaillé ;
- le pronostic ;
- le traitement.

Sans conclusions médico-militaire.

Durée : une (01) heure et demie au gré du candidat pour l'examen clinique et pour la rédaction de la consultation. Après lecture devant le jury, le candidat le remet sa composition au Président qui la tiendra à la disposition des membres du jury.

5^{ème} épreuve : coefficient 1

Titres et dossiers militaires.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

ARRETE MINISTERIEL n° 10647 MEPNBRLA-DEEC-ann en date du 18 novembre 2009 portant *certificat de conformité aux dispositions du Code de l'Environnement relatives aux Etudes d'Impact sur l'Environnement du projet de construction et d'exploitation d'un Hôtel sur la Corniche Ouest de Dakar « Hôtel Résidence Corniche S.A. ».*

Article premier. - Le rapport d'étude d'impact sur l'environnement du Projet de construction et d'exploitation d'un hôtel sur la Corniche Ouest de Dakar « Hôtel Résidence Corniche S.A », réalisé par Tropica Environmental Consultants, Bureau d'Etudes agréé par le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels pour la réalisation des Etudes d'Impact sur l'Environnement, pour le compte de la Société « Hôtel Gorée S.A. », Promoteur du projet, est déclaré conforme aux dispositions prévues par la loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant code de l'environnement et le décret n° 2001-282 du 12 avril 2001 portant application dudit Code.

Art. 2. - Le démarrage du projet doit être signalé à la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés par le Promoteur.

La Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés se chargera de veiller à ce que les dispositions prévues dans la phase chantier soient appliquées par le Promoteur.

Art. 3. - Conformément aux plans de gestion environnementale et de suivi, contenus dans le rapport d'étude d'impact environnemental, les services de la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés effectueront, en rapport avec les autres services concernés, des visites régulières sur le site du projet afin de s'assurer de l'effectivité des mesures énoncées dans lesdits plans.

Art. 4. - Les frais relatifs à la surveillance et au suivi environnemental seront à la charge du Promoteur.

Art. 5. - Le présent certificat de conformité est accompagné d'une copie du plan de gestion environnementale proposé par le rapport d'étude d'impact sur l'environnement.

Art. 6. - La non application des mesures prévues dans ce plan de gestion environnementale par le Promoteur entraîne le retrait immédiat de ce certificat de conformité.

Art. 7. - Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

**MINISTERE DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT, DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HYDRAULIQUE**

ARRETE MINISTERIEL n° 74 en date du 7 janvier 2010 portant autorisation de lotir le terrain objet du titre foncier n° 5 470/DG devenu 13 327/GRD sis au Sud Est du Terme Nord et appartenant à la Coopérative dénommé « SONATEL ».

Article premier. - La Coopérative dénommé « SONATEL » est autorisée, sous réserve des droits des tiers et de l'Administration, à procéder au lotissement du terrain objet du titre foncier n° 5 470-DG devenu 13 327-GRD, sis au Sud Est du Terme Nord d'une contenance graphique égale à 3890 mètres carrés environ.

Art. 2. - Le lotissement qui comprend 18 parcelles numérotées de 1 à 18, de contenance graphique variant entre 150 m² et 176 m², devra être réalisé conformément aux plans revêtus de la mention d'approbation.

Art. 3. - Toutes les emprises de voirie, sont versées de facto dans le Domaine de l'Etat.

Art. 4. - En application des prescriptions édictées par le Code de l'Urbanisme (partie réglementaire) le promoteur aura à sa charge :

- a) la pose de canalisation d'eau potable de diamètre approprié pour les réseaux secondaires et tertiaires après accord de la SONES ;
- b) l'amenée de l'électricité dans les emprises de voiries de desserte, après accord de la SENELEC ;
- c) l'exécution conforme de la voirie ;
- d) le raccordement sur le réseau d'assainissement après accord de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) ;
- e) l'immatriculation et l'inscription sur le livre foncier de chacun des lots, soit aux noms du lotisseur soit aux noms des propriétaires s'ils sont connus ;
- f) le piquetage sur le terrain et l'implantation des bornes immuables de délimitation des lots ;
- g) la constitution d'une association syndicale des acquéreurs.

Tous les travaux énumérés ci-dessus devront être commencés dans un délai de deux (2) ans, faute de quoi l'autorisation devient caduque.

Sont exclus des obligations du lotisseur :

- les travaux de raccordement (eau potable, électricité et assainissement) aux différentes propriétés ;
- la confection de bateau d'entrée aux différentes propriétés ;
- les clôtures des lots qui sont à la charge de chaque propriétaire.

Art. 5. - Aucune vente ou location de lot ne sera admise et aucune construction ne sera entreprise avant l'exécution des travaux énumérés ci-dessus.

Art. 6. - Toutes les constructions susceptibles d'être édifiées sur les différents lots devront être conformes aux prescriptions des règlements d'urbanisme en vigueur et à celles énumérées ci-dessus.

Art. 7. - En application du Code de l'Urbanisme, le promoteur est tenu de requérir auprès du Service régional de l'Urbanisme, un certificat mentionnant l'accomplissement des formalités et travaux prescrits à l'article 4 du présent arrêté.

Le certificat de conformité sera établi sur la base des procès verbaux de réception dressés par la SENELEC (pour l'amenée de l'électricité), la SONES pour l'adduction d'eau, le Cadastre pour l'implantation du lotissement, le Service régional des Travaux publics pour la voirie et l'ONAS pour le raccordement sur le réseau d'assainissement. Mention de ce certificat devra obligatoirement figurer dans l'acte de vente ou de location des parcelles du lotissement.

Art. 8. - Le Directeur de l'Urbanisme et de l'Architecture, le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, le Directeur du Cadastre, le Directeur de l'Aménagement urbain de la Ville de Dakar, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté autorisant le lotissement de la Coopérative dénommée « SONATEL » sur le terrain objet du titre foncier n° 5 470-DG devenu 13 327-GRD, qui sera publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE
ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Association des Usagers du Forage de Dodji.

Objet :

L'association des Usagers du Forage a pour objet d'assurer ou de faire assurer la gestion de la production et de la distribution de l'eau à partir du forage dont l'exploitation lui est confiée par une licence décernée par les services compétents du Ministère de l'Hydraulique rurale.

A ce titre, elle est chargée :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations :
 - fonctionnement de la station de pompage et de distribution d'eau ;
 - entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

Siège social : Dodji.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM Amadou Bâ, *Président* ;

Samba Math Bâ, *Secrétaire général* ;

Bigué Bâ, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 1012 MINT-DAGAT-GRL en date du 14 janvier 2010.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Association des Usagers du Forage de Lol-Lol.

Objet :

L'association des Usagers du Forage a pour objet d'assurer ou de faire assurer la gestion de la production et de la distribution de l'eau à partir du forage dont l'exploitation lui est confiée par une licence décernée par les services compétents du Ministère de l'Hydraulique rurale.

A ce titre, elle est chargée :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations :
 - fonctionnement de la station de pompage et de distribution d'eau ;
 - entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières.

Siège social : Lol-Lol.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM Amadou Kâ, *Président* ;

Birame Kâ, *Secrétaire général* ;

Mamadou Kâ, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 1013 MINT-DAGAT-GRL en date du 14 janvier 2010.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Association des Usagers du Forage de Nguith.

Objet :

L'association des Usagers du Forage a pour objet d'assurer ou de faire assurer la gestion de la production et de la distribution de l'eau à partir du forage dont l'exploitation lui est confiée par une licence décernée par les services compétents du Ministère de l'Hydraulique rurale.

A ce titre, elle est chargée :

- d'exprimer les demandes d'amélioration du service de l'eau ;
- de participer aux choix d'investissement ;
- de définir les modes de distribution ;
- d'élaborer et d'exécuter un budget annuel couvrant l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'entretien ainsi que la part de renouvellement incombant à l'association ;
- de définir les modes de vente de l'eau ou de recouvrement des coûts ;
- de fixer une tarification permettant d'assurer la viabilité financière ;
- de faire assurer et contrôler l'exploitation des installations :
 - fonctionnement de la station de pompage et de distribution d'eau ;
 - entretien et renouvellement des équipements de pompage et de distribution ;
- d'assurer ou de faire assurer les encaissements ;
- de faire assurer le relevé des données techniques et financières. -

Siège social : Nguith.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM Boydo Boucar Bâ, *Président* ;

Alassane Mar, *Secrétaire général* ;

Daouda Gadji, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 1015 MINT-DAGAT-GRL en date du 14 janvier 2010.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Association sénégalaise de TAISHIN JUTSU

Objet :

- promouvoir le TAISHIN JUTSU qui est une discipline martiale d'origine sénégalaise ;
- coordonner l'activité des pratiquants de TAISHIN JUTSU ;
- organiser sur le plan national les manifestations de TAISHIN JUTSU.

Siège social : Quartier Ndargou Ndaw, parcelle n° 44 titre foncier n° 1.820-R, route des HLM - Rufisque.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM Serigne Mbaye Guèye, *Président* ;

Samba Ndiaye, *Secrétaire général* ;

Yoro Ndiaye, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 14332 MINT-DAGAT-DEL- AS en date du 11 février 2010.

Etude de M^e Ibrahima Diop, *notaire*
rue du Général De Gaulle x rue de France,
Nord, Saint-Louis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.574-SL, appartenant à M. Babacar Diagne. 1-2

Etude de M^e Coumba Sèye Ndiaye
avocat à la Cour
68. rue Wagane Diouf x Amadou A. Ndiaye - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription du titre foncier n° 3.745-DG, appartenant à M. André Tavarez Docanto. 1-2

Etude de M^e Olimata Faye, *notaire*
64. rue Amilcar Cabral - Léona Kaolack

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 113-SS, appartenant exclusivement à M. Samir Wardini. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 10.903-DG, en cours de transfert au livre foncier de Grand Dakar « GR », appartenant à M. Baba Traoré. 1-2